

Société

# L'éducation permanente : une autre vision du débat démocratique

**Les joutes verbales auxquelles se livrent les leaders politiques réduisent souvent le débat d'idées à des raccourcis simplistes. Devant ce constat amer, l'éducation permanente a pour défi d'introduire de la nuance et de la diversité dans la compréhension de la société.**

Avec le soutien de la



« C'est dans le vide de la pensée que s'inscrit le mal. » (Hannah Arendt)

Joutes verbales, journalistes déstabilisés, spectateurs amusés (au mieux) ou désabusés... Alors que la Belgique s'apprête à vivre une longue année électorale<sup>1</sup>, nous devons mettre en avant les leçons apprises des séquences similaires, notamment aux États-Unis (2016), en France (2017) et en Italie (2018). Un constat saute aux yeux : **les campagnes électorales sont devenues des shows** (plutôt drôles par moments, mais pitoyables par bien des aspects). Ce n'est pas neuf, mais la tendance s'est exacerbée. Depuis des années, les candidats doivent avant tout se livrer à des exercices de communication, bien plus qu'au développement d'idées (on ne parle même plus d'*idéaux*, tant ceux-ci se sont perdus dans une logorrhée de propos simplistes, d'arguments démagogiques et de tirades provocatrices).

Dans le même temps, au café du commerce comme sur les réseaux sociaux virtuels, on perd son temps à tirer le débat encore plus bas, à coup de slogans hasardeux, d'infos douteuses, voire de *fake-news* (phénomène à la mode dont on mesure encore mal les dégâts).<sup>2</sup>

## Marketing politique

Certaines personnalités politiques ont pris pour habitude – néfaste – d'ancrer dans les esprits des idées et des slogans. Leur horizon se limite souvent à quelques mots clés : sécurité, croissance, pouvoir d'achat, compétitivité, intégration... Des mots repris en écho par les éditorialistes et commentateurs, au point de revenir comme **des refrains qui s'imposent comme des évidences...** au détriment de la pensée critique.



Or, le débat citoyen ne peut se résoudre à une opération de marketing, qui consisterait à vendre des idées comme l'on vend des biens à consommer. **La citoyenneté a besoin de complexité**, afin de comprendre la manière dont les défis d'aujourd'hui et de demain, d'ici et d'ailleurs sont étroitement liés. Les connexions entre les questions sociales, économiques et environnementales, par exemple, sont multiples.

Autre conséquence néfaste de ce marketing politique : **le recul de la réflexion collective**, au profit de positionnement individuel. Le citoyen lambda est amené à

<sup>1</sup> Scrutin communal en octobre 2018 et élections législatives et régionales en mai 2019.

<sup>2</sup> Selon la revue *Science*, ces fausses informations circulent en moyenne six fois plus vite que les informations certifiées.

assister au show... depuis son fauteuil et devant un écran. On lui donne vaguement l'impression de participer, par la technique classique du micro-trottoir, en invitant un panel sur le plateau ou en proposant une participation par téléphone... Cependant, si débat il y a, il sera mis en scène de manière à « faire le buzz ». Ce ne sont donc pas les idées qui importent, mais la manière dont elles seront exprimées, le charisme et la rhétorique l'emportant sur le contenu.

Ainsi, l'omniprésence dans les médias d'une personnalité telle que Georges-Louis Bouchez, qui n'occupe à l'heure actuelle qu'un poste de conseiller communal, s'explique en grande partie par sa facilité d'expression, y compris pour défendre des positions tranchées, et par un goût prononcé pour la provocation.

Cela ne se limite d'ailleurs pas au profil des intervenants politiques. La présence de certains chroniqueurs, lors de talk-shows, n'a d'autre but que de faire augmenter l'audimat : leurs coups de gueule n'ont pas vocation à susciter du questionnement, mais à attirer l'attention. Et cela fonctionne : il suffit que l'écrivaine Christine Angot fasse une sortie dont elle a le secret dans l'émission *On n'est pas couché*<sup>3</sup>, pour que les principaux sites d'info la relayent, ainsi que les réseaux sociaux. On se souviendra de l'envolée orale, mais que retiendra-t-on du sujet dont il était question ?

#### Choisir entre accueil des réfugiés et sécurité sociale ?

Il n'est pas difficile d'illustrer cette simplification à outrance. Nous avons en effet, en Belgique, quelques spécialistes du genre, singulièrement dans le chef de Bart De Wever, président de la N-VA (premier parti du pays en nombre de voix).

Une carte blanche rédigée par le bourgmestre d'Anvers avait fait grand bruit, début 2018. Il y fustigeait ceux qu'il appelle « une industrie d'avocats, d'ONG et de militants de gauche », les accusant de « chantage moral », et mettant en garde contre « la destruction complète de l'État providence » que risquait d'entraîner une trop grande ouverture aux migrants.

Cet argumentaire pêche par son aspect réducteur, pour ne pas dire caricatural. En effet, M. De Wever s'oppose en l'occurrence aux analyses d'organisations nationales et internationales qu'on ne pourrait soupçonner de « gauchisme », telles que l'OCDE, le FMI ou la Banque nationale de Belgique, dont aucune – soulignons, aucune – ne prétend que l'immigration soit un fardeau ni un danger pour notre modèle social.

Comme il est courant de le faire dans la rhétorique populiste, M. De Wever brandit donc l'étendard de « nos valeurs ». Il fonde son discours sur des principes mal définis, tels que l'État-nation, les frontières... autant de concepts que son propre parti attaque depuis toujours, puisque sa raison d'être est de faire voler en éclats l'État-nation belge.

<sup>3</sup> Talk-show diffusé le samedi soir, donnant la parole à diverses personnalités politiques et du monde socioculturel.

On pourrait longuement décrire toutes les incohérences contenues dans cette carte blanche, mais là n'est pas le propos : cet exemple vaut uniquement pour décrire les raccourcis auxquels nous amènent les leaders politiques, dans le but de nous séduire. Et cela fonctionne : en témoigne la popularité des meneurs de la N-VA, en Flandre... et en Wallonie.

## Une machine à exclusion sociale

4

En matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, cette simplification à outrance a pour conséquence, entre autres, de **nous faire perdre tout recul sur les logiques à l'œuvre** dans la société qui nous entoure et sur les puissances économiques en action.

Encore une fois, rien ne vaut un exemple... Nous avons tous en mémoire **le duel Macron-Le Pen aux élections présidentielles** en France (2017). Beaucoup d'analystes se sont efforcés d'observer la précision des deux antagonistes, ou leurs approximations, leur gestuelle ou la maîtrise de leurs émotions... En revanche, très peu de commentateurs ont relevé que, d'une manière ou d'une autre, les deux candidats étaient de purs produits du système néolibéral.

Nous avons, d'une part, M. Macron qui relayait sans s'émouvoir la doxa néolibérale, en dépit du mal-être qu'elle engendre (méritocratie, compétition, libre-échange) ; et d'autre part, la candidate qui en exploitait sans vergogne les dérives (frustrations, divisions, replis identitaires). Tandis que l'un ne faisait qu'enraciner le problème, l'autre ajoutait sa gangrène sur les plaies purulentes de ce système qui nous met toutes et tous en concurrence les uns avec les autres.

Si au moins nous pouvions analyser tout cela avec un certain recul ! Mais c'est si difficile, dans un contexte où **les principaux médias d'information sont eux-mêmes livrés à la logique marchande<sup>4</sup> et tombés dans le piège de l'info-spectacle** – d'où la mise en scène presque caricaturale de ces débats télévisés, à mille lieues de débats d'idées !

En fin de compte, le citoyen « ordinaire » se trouve piégé. **On consomme désormais l'info comme on consomme des chips, sans bien comprendre ce que l'on ingurgite.** On se prête au jeu du débat (en famille, au boulot, dans le train), en répétant souvent les mêmes énormités que ces « stars » de la politique. Puis on vote mécaniquement... ou pas du tout. Et on se réveille ensuite, dès le lendemain ou quelque temps plus tard, en se rendant compte que rien n'a changé, ou en moins bien.

---

<sup>4</sup> À ce sujet, lire « La démocratie en mal d'information », analyse de Vivre Ensemble publiée en 2013. <https://vivre-ensemble.be/La-democratie-en-mal-d-information>

**Car en fin de compte, ce sont toujours les mêmes qui sont exclus**, d'une manière ou d'une autre, ceux que l'on appelle les « sans » : sans-emploi, sans-logis, sans-papiers, sans-droits... les uns et les autres étant par ailleurs, eux aussi, mis en concurrence, histoire de détourner l'attention des véritables enjeux.

### **Un défi pour l'éducation permanente**

Face à ces constats, **l'éducation permanente est l'un des outils qui permet de relever le niveau de compréhension de la société**. Mais le défi est de taille : comment faire de l'éducation permanente en période électorale ? Autrement dit, **comment introduire de la complexité dans les échanges, alors que nous sommes abreuvés de slogans et de digressions simplistes ?**

Pour répondre à cette question, il faut revenir à certains fondamentaux de l'éducation permanente. Ce processus prend appui sur **l'expression de chacun.e** : un exercice difficile – car soumis à la subjectivité des participant.e.s – mais indispensable. En effet, dans les débats télévisés, les leaders politiques se substituent à celles et ceux qu'ils prétendent représenter. Il convient donc de prendre en compte tous les avis, en posant le cadre mais sans filtre. Avec une réserve toutefois : cela ne doit pas dispenser les animateurs de fournir des éléments pour objectiver les échanges. Lorsque des clichés sont exprimés, il est en effet important de pouvoir **énoncer des faits avérés et des éléments d'analyse**, pour donner au débat une base factuelle et non émotionnelle.<sup>5</sup>

En période électorale, l'éducation permanente remplit également un autre vide. Face notre société de l'immédiateté, ce processus demande du temps, il oblige à lever le nez du guidon, à **prendre du recul**. L'éducation permanente s'inscrit dans le temps long ; en ce sens, elle est l'exact opposé du simplisme de certains leaders d'opinions, dont l'unique horizon est celui du prochain scrutin.

Enfin, l'éducation permanente est **une démarche collective**. Elle suscite du partage, sans éviter la confrontation, et vise en fin de compte la transformation.

## **Vers une démocratie plus participative**

Si elle est utile pour faire vivre le processus démocratique, l'éducation permanente (qu'elle prenne place au sein de groupes, d'associations, d'initiatives locales ou en tout autre lieu) questionne aussi le fonctionnement de nos institutions. Si le débat citoyen est souvent réduit à un concours de slogans (particulièrement en période électorale), cela découle non seulement des dérives développées ci-dessus, mais aussi des structures héritées du passé, qui nécessitent une remise en phase avec notre époque. La revendication de procédés plus participatifs, notamment, se fait de plus en plus entendre.

---

<sup>5</sup> Ce qui implique d'avoir une connaissance suffisante des sujets abordés et de maîtriser les ficelles de l'animation de groupe.

Dès lors, l'éducation permanente, par sa méthodologie participative, et partant des expériences individuelles et collectives, a aussi **un rôle de laboratoire** à jouer, qui puisse inspirer **les nouvelles idées de démocratie participative**, actuellement en gestation.

Les pistes ne manquent pas et sont déjà mises en œuvre par endroits : référendums, tirages au sort, parlements citoyens... On songera encore aux expériences telles que le G1000 à Bruxelles, ou encore aux assemblées constituantes dans divers pays.<sup>6</sup>

## Pour une citoyenneté consciente et active

Cependant, la participation à elle seule ne suffit pas. Encore faut-il prendre part au processus en tant que citoyens et citoyennes conscients des enjeux et déterminés à faire progresser la société dans son ensemble.

Là encore, nous pouvons nous référer aux principes de base de l'éducation populaire<sup>7</sup>, tels qu'exprimés par exemple par le sociologue Christian Maurel. Il voit dans l'éducation populaire une méthode dont les buts sont les suivants<sup>8</sup> :

- 1) Conscientisation.
- 2) Émancipation.
- 3) Augmentation de la puissance d'agir.<sup>9</sup>
- 4) Transformation sociale et politique.

Il s'agit donc d'une action à long terme, visant non seulement des changements institutionnels, mais surtout à **rendre les gens capables, individuellement et collectivement, d'agir sur la société dans laquelle ils vivent.**



Pour aller en ce sens, le processus « voir / comprendre / agir » reste tout à fait pertinent, notamment dans sa partie centrale. Selon Christian Maurel, « le "comprendre" n'est pas premier comme c'est le cas dans l'instruction. Il s'appuie sur l'observation à partir du point de vue où l'on se

<sup>6</sup> Lire, pour plus de détails, l'analyse « "Tous pourris" ou une démocratie à réinventer ? », publiée en 2016 sur [www.vivre-ensemble.be](http://www.vivre-ensemble.be).

<sup>7</sup> Éducation permanente et éducation populaire sont utilisées ici comme synonymes.

<sup>8</sup> <http://leventseleve.com/wp-content/uploads/PDF-JP/cmaurel-1.pdf>, consulté le 16.05.2018.

<sup>9</sup> Christian Maurel définit la puissance d'agir comme la « capacité à ne plus, ou à moins subir l'Histoire, mais à la faire ».

trouve et est orienté vers l'action, en situation. »

Cette phase de compréhension ne peut se faire sans contradictions. En ce sens – et ce point peut paraître plus délicat *a priori* –, l'éducation permanente doit « redonner un statut pédagogique et politique au conflit dans une société qui le refoule (voir Benasayag et Del Rey, *Eloge du conflit*) et lui préfère la violence ou les faux consensus. L'éducation populaire doit au contraire s'évertuer à **réveiller les contradictions, à les mettre en mots et en travail de transformation visant à les dépasser, à traduire les rapports de violence réelle ou potentielle en rapports de sens.**<sup>10</sup> »

Une société sans désaccord dérive dangereusement vers le totalitarisme (on ne parle pas ici forcément de totalitarisme d'État, mais aussi de lieux communs qui ne sont pas remis en question, ou d'influence démesurée des faiseurs d'opinions, en ce compris certaines entreprises).<sup>11</sup>

Nous en revenons donc à la nécessité de véritables débats d'idées, point de départ de cette analyse.

## Des solutions au coin de la rue... et dans nos bibliothèques

Les acteurs de l'éducation permanente ne sont pas seuls à faire face à cette triste télé-réalité politico-médiatique. Dans leur processus de réflexion, ils peuvent s'appuyer sur des solutions qui se trouvent peut-être à proximité. Par exemple, ne sous-évaluons pas **la force des initiatives citoyennes et des associations** qui émergent un peu partout, auxquelles chacun et chacune peut contribuer à sa manière. Elles sont souvent des lieux de débat, où l'on teste des processus de décision collectifs, et méritent mieux que la page 30 de nos quotidiens. Elles sont là, de plus en plus nombreuses<sup>12</sup>, au coin de nos rues... bien qu'elles soient les grandes absentes des débats électoraux.

Il n'est donc pas inutile de rappeler également la légitimité des mouvements sociaux ou de **certaines formes de désobéissance civile**. Les exemples sont légions : manifestations en faveur de pensions décentes, mobilisations autour du Parc Maximilien sur les questions d'accueil, grèves (notamment dans le secteur de la grande distribution)<sup>13</sup>, *climate games* pour la préservation de l'environnement, pique-niques citoyens, etc. Ces actions ne naissent pas du néant : elles sont le fruit d'une réflexion ancrée dans le vécu et, au minimum, ont le mérite de porter sur la place publique ces questions importantes.

<sup>10</sup> [http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/02/02/un-immense-besoin-d-education-populaire\\_1473891\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/02/02/un-immense-besoin-d-education-populaire_1473891_3232.html), consulté le 15.05.2018.

<sup>11</sup> Songeons en particulier aux GAFAs, les géants du net et du numérique.

<sup>12</sup> Le nombre d'initiatives de Transition a doublé en Belgique en deux ans. Dans la partie francophone du pays, on en comptait 120 au début 2018.

<sup>13</sup> Dans certains supermarchés, le personnel a symboliquement condamné l'accès aux caisses automatiques, dans le but de mettre en lumière et de valoriser le personnel menacé de licenciement.

Enfin, **individuellement**, nous pouvons aussi prendre nos distances par rapport aux discours racoleurs, tout simplement **en prenant le temps de nous renseigner**. Pas en se contentant de lire des tweets aussi mal écrits qu'abrutissants, mais plutôt en s'intéressant à des journaux, aux mensuels et trimestriels, à des livres. Comme dit le dicton, « *lire peut sérieusement endommager votre ignorance.* »

Alors nous pourrons enfin parler de politique ! Pas pour ergoter sur les performances communicationnelles de candidats artificiels, mais pour **échanger des idées et défendre des idéaux**. Et voter en toute connaissance des enjeux et non inspirés par des slogans, des peurs, voire des « vérités alternatives ».

Renato Pinto

8



Disponible sur [www.vivre-ensemble.be](http://www.vivre-ensemble.be) | Exemplaires sur demande :  
[info@vivre-ensemble.be](mailto:info@vivre-ensemble.be) 02 227 66 80

Avec le soutien de la

